

**Pour Force Ouvrière, la réforme des retraites de 2010 ne saurait se traduire par l'augmentation de la durée de cotisation et/ou le recul de l'âge de la retraite. FO réaffirme qu'après la réforme Balladur de 1993, puis les réformes Fillon de 2003 et Bertrand de 2007 et 2008, le droit réel à la retraite à 60 ans est déjà attaqué:**



# 40 ANS, C'EST DÉJÀ TROP !

L'espérance de vie a progressé et FO s'en félicite, mais au nom de quoi devrions-nous travailler plus longtemps? De ce fait, pour le gouvernement le seul objectif c'est de faire des économies.

## **FORCE OUVRIÈRE REFUSE UN NOUVEAU RECUL SOCIAL**

En quoi l'augmentation des dépenses de retraite atteindrait-elle l'insupportabilité?

Si les dépenses de retraites et pensions dans le PIB s'élevaient à 240 milliards d'euros en 2008 (13% du PIB), les personnes âgées représentent plus de 22% de la population.

En quoi serait-ce scandaleux que près d'un quart de la population bénéficie de la redistribution d'un huitième de la richesse totale produite?

## **LA VÉRITABLE RÉFORME DONT ONT BESOIN NOS RÉGIMES DE RETRAITE DEMEURE CELLE DU FINANCEMENT!**

La retraite des salariés est aujourd'hui constituée à près de 25% de droits dits non contributifs, d'éléments de solidarité. Ce constat n'est que le reflet de la prise en compte des droits familiaux et de la compensation de la précarité croissante qui frappe les salariés (chômage, maladie, invalidité...). Dans le même temps, malgré la crise et grâce aux aides publiques massives, les banques françaises annoncent un bénéfice de 11 milliards d'euros en 2009!

Pour Force Ouvrière, des solutions durables doivent être mises en œuvre pour assurer le financement pérenne de nos régimes de retraite par répartition. Cela passe notamment par une véritable réforme fiscale, par laquelle tous les citoyens s'acquitteraient équitablement de l'impôt républicain.

Dans l'immédiat:

- ▶ - un point de cotisation d'assurance-vieillesse, c'est plus de 4 milliards d'euros;
- ▶ - l'élargissement de l'assiette des cotisations à l'intéressement, la participation et les stock-options, c'est plus de 3 milliards d'euros;
- ▶ - une taxe de 5% sur les bénéfices des entreprises non réinvestis (100 milliards d'euros en 2008), c'est 5 milliards d'euros;
- ▶ - la compensation intégrale des exonérations de cotisations sociales, pour la CNAV c'est 1 milliard d'euros;
- ▶ - une augmentation générale des salaires d'un point, c'est 0,65 milliard d'euros pour la CNAV;

Voilà un premier train de mesures (près de 15 milliards d'euros) permettant un retour immédiat à l'équilibre de l'assurance-vieillesse!

Cette première opération effectuée, des mesures doivent impérativement être prises pour assurer un taux de remplacement de haut niveau:

- ▶ - pas de retraite à taux plein inférieure au SMIC net avec un taux minimum de 75% du salaire moyen;
- ▶ - le retour au calcul sur les 10 meilleures années et à l'indexation des pensions et des coefficients de revalorisation sur l'évolution du salaire moyen.

Pour mener à bien cette réforme et en assurer le financement, Force Ouvrière préconise:

- ▶ - une refonte totale de notre fiscalité, permettant notamment le financement réel des éléments de solidarité constitutifs de nos régimes, c'est plus de 12 milliards d'euros pour la CNAV;
- ▶ - l'abandon de l'exonération des plus-values de cessions de valeurs mobilières (actions), c'est plus de 8 milliards d'euros d'évasion fiscale!
- ▶ - avec le retour de la croissance, un million de salariés en plus, c'est plus de 3 milliards d'euros de cotisations pour l'assurance-vieillesse.
- ▶ S'agissant des fonctionnaires, il faut garantir les droits, maintenir le code des pensions (dont le calcul sur les six derniers mois) et le statut général de la fonction publique. Ce que voudrait le gouvernement, pour réduire les dépenses publiques et sociales, c'est ne plus avoir à payer systématiquement les pensions, ce qui reviendrait à casser le statut. D'un côté l'on vante les mérites des fonctionnaires dans les discours, de l'autre on remet en cause le caractère républicain de la fonction publique.

Force Ouvrière lance un appel aux salariés, aux jeunes, aux demandeurs d'emploi, aux retraités, pour une mobilisation claire et déterminée.

**Avec Force Ouvrière,  
sur ces positions,  
pour préserver notre avenir  
et celui de notre jeunesse:**

**LE 23 MARS 2010,  
DÉFENDONS NOS RETRAITES**

Force Ouvrière s'oppose à la remise en cause du droit à la retraite à 60 ans et à l'allongement de la durée de cotisation.

**40 ANS,  
C'EST DÉJÀ TROP !**